

LES CHOIX ECONOMIQUES FACE AU DEFI ECOLOGIQUE

François BILGER

Professeur à l'Université Louis Pasteur de Strasbourg

(1980)

La vie matérielle de l'humanité exige des choix individuels et collectifs que, depuis ses origines, la science économique s'efforce de formaliser et d'optimiser. Toute société humaine est ainsi placée devant la nécessité de prendre, implicitement ou consciemment, des décisions qui déterminent directement un certain type de développement économique et indirectement, dans une assez large mesure, un certain mode d'évolution sociale et politique.

En contestant, soit à l'échelle mondiale, soit au niveau local, les conséquences « naturelles » de certains projets économiques, les écologistes mettent en cause le type de développement actuel et les choix explicites ou implicites qui le fondent.

Ce n'est pas la seule difficulté qu'affrontent de nos jours les responsables de l'évolution économique de nos sociétés. L'aggravation du chômage, l'accélération de l'inflation et l'intensification des déséquilibres monétaires internationaux sont révélateurs d'erreurs de conception ou d'exécution dans la conduite de l'économie mondiale.

Mais de toutes les critiques que fait surgir le développement actuel, celle des écologistes est sans conteste la plus radicale, parce que, si elle concerne au départ, comme c'est le cas pour l'inflation ou le chômage, les *modalités* du développement économique, elle débouche inévitablement sur des questions plus fondamentales concernant les *finalités* mêmes de ce développement. En ce sens il y a bien un « défi écologique » à la pratique et à la théorie économiques actuelles et une incitation à une révision profonde, voire même à un bouleversement, de nos idées et de nos choix économiques.

Les modalités du développement

Lorsque des mouvements plus ou moins spontanés s'opposent à l'implantation d'une usine polluante dans un site peu approprié ou que le Club de Rome attire l'attention sur les pénuries que l'exploitation inconsidérée des ressources peut faire surgir, il n'y a là apparemment rien de profondément contraire à la logique traditionnelle des choix économiques, bien au contraire. Et l'on peut même s'étonner, si l'on connaît quelque peu les lois et les règles de la science économique, qu'il y ait eu à ce sujet des oppositions virulentes.

Après tout, le refus d'activités polluantes ou dangereuses, le désir de bénéficier d'un environnement agréable sont des besoins qui se sont manifestés de tout temps. Il y a longtemps que les riches ont soigneusement veillé à se créer dans les villes des quartiers résidentiels calmes et verdoyants, qu'ils ont acquis pour leurs loisirs des résidences reposantes à la campagne et que les lois urbanistiques, la législation des établissements insalubres ou l'action discrète ont permis à ces catégories privilégiées de bénéficier d'un environnement convenable et d'une réelle qualité de la vie. On peut interpréter l'émergence des préoccupations écologiques de nos jours comme l'une de ces multiples revendications dues au développement économique, qui traduisent la démocratisation progressive du bien-être matériel et l'apparition tout à fait logique et prévisible de besoins de rang supérieur. La masse ayant maintenant atteint en règle générale le niveau de vie des bourgeois du 19^e siècle aspire

tout naturellement à bénéficier de conditions de travail et de vie que ces bourgeois ou leurs descendants se sont assurés de longue date.

Bien entendu, dans ce domaine comme dans bien d'autres, la généralisation du besoin rend sa satisfaction plus difficile. Mais elle ne la rend pas absolument impossible. Pendant que certaines entreprises se heurtaient violemment aux oppositions écologiques, d'autres comprirent très vite l'intérêt que pouvait présenter ce nouveau marché. L'industrie de l'antipollution ou les activités d'aménagement urbain ou paysager ont connu un bel essor depuis quelques années et l'on peut penser que, bien loin de s'opposer au développement économique, ces besoins collectifs nouveaux contribueront à l'avenir au soutien de nombreuses activités.

Des raisonnements analogues peuvent être faits à propos des critiques du Club de Rome et des développements de la crise pétrolière. C'est un fait que les économistes avaient quelque peu négligé pendant des décennies l'importance des ressources naturelles dans le développement économique et admis implicitement à la fois l'inépuisabilité et l'indégradabilité de ces ressources. Une telle évolution n'était cependant pas nécessaire. Certains économistes célèbres du passé avaient mis l'accent sur ces problèmes : François Quesnay et les physiocrates, dans la théorie du produit net, attribuaient à la seule nature un caractère productif - Ricardo, dans sa théorie de la rente, et Malthus, dans sa théorie de la population, mettaient déjà l'accent sur la pénurie des terres agricoles - toute la première école de Vienne, à la fin du 19^e siècle, insistait encore sur cet aspect des choses. Le développement de l'industrie et par la suite celui du tertiaire, qui n'est pratiquement pas utilisateur de ressources naturelles (à l'exception du tourisme), allaient dévaloriser progressivement le rôle que joue la nature dans la production, au bénéfice du travail puis du capital et de la technique. Les manuels d'économie contemporains ne mettent dans la description des facteurs de production que le capital et le travail et la théorie moderne de la croissance ne fait pratiquement aucune référence à la nature.

C'est à Leontieff et surtout à Georgescu-Roegen que l'on doit la réintroduction des aspects physiques de la production dans l'analyse économique contemporaine et la prise en compte, à la fois à l'entrée et à la sortie du processus de production, de l'énergie naturelle.

Le développement accéléré des études d'« économie de l'environnement » a abouti à l'élaboration de concepts et d'instruments d'analyse extrêmement nombreux et variés pour saisir, tant au niveau de la production que de la consommation, la transformation des facteurs naturels, de la « matière première » au « déchet » : tableaux d'échanges industriels élargis, comptes de la nature, indicateurs environnementaux, etc. Il ne fait pas de doute que tous ces concepts et instruments seront progressivement intégrés dans la théorie générale de la croissance, qui retrouvera ainsi, sous une forme renouvelée, son aspect classique.

Dans la mesure où le développement des exigences écologiques représente la manifestation d'un nouveau besoin collectif de consommation ou la prise de conscience de la rareté d'un facteur de production, les choix économiques traditionnels en sont rendus plus complexes, mais ne sont pas bouleversés, parce qu'il n'y a pas véritablement contradiction entre ces exigences et la logique du développement économique actuel. La preuve en est qu'après une courte période de flottement, toutes ces préoccupations ont été rapidement prises en compte non seulement par certaines industries (antipollution, récupération et recyclage des déchets, aménagement du cadre de travail ou de vie, etc.), mais encore par les autorités responsables des principaux choix économiques. Les organismes internationaux, en particulier, ont multiplié, à partir de 1960 déjà, études et recommandations (cf Feuillat-Konings).

De nouvelles techniques de calcul économique ont été élaborées ou adaptées : analyses coût-avantage, coût-efficacité, analyses de système, pour intégrer les objectifs ou contraintes écologiques

dans la recherche d'un optimum économique. Une législation des implantations industrielles, des nuisances, des économies d'énergie ou de matières premières a été rapidement développée. La planification et l'aménagement du territoire tiennent un compte croissant des indicateurs d'environnement et de qualité de la vie et de la nécessaire gestion économe des patrimoines naturels en vue d'un développement durable.

La tentation est grande, et on la rencontre fréquemment chez les économistes, de considérer que cette adaptation de la pensée et de l'action économiques épuise la portée du « défi écologique » pour les choix économiques fondamentaux. Un auteur n'écrivait-il pas en 1972 que « le problème de la pollution de l'environnement n'est qu'une simple question de correction d'un léger défaut d'allocation de ressources au moyen de redevances de pollution ». Il est vrai que, comme le relevait dès 1961 François Perroux, « les economics of welfare sont un remarquable effort de remaniements externes sans angoisse de redressement profond » (cf Barde)

De nos jours, la plupart des économistes spécialisés (cf Bourguinat) reconnaissent les étroites limites du « mesurable » au regard des problèmes soulevés. Dans les cas les plus graves, les atteintes à l'environnement et la sauvegarde de la qualité de la vie ne peuvent pas être sérieusement prises en compte dans un calcul en termes monétaires, statiques et marginaux et la politique d'« internalisation » ou de « récupération » des « déséconomies externes » ne fait que déplacer ou masquer provisoirement les problèmes. Mais même le développement de techniques d'évaluation ou d'intervention nouvelles et plus larges (analyses multicritères ou multi-agents, comptes matières, réglementations limitatives, plans d'aménagement, zones protégées, techniques propres ou douces, etc.) ne résout pas l'ensemble des problèmes soulevés par les rapports de l'homme et de la nature, parce qu'elles maintiennent au fond la subordination des exigences écologiques aux lois du bon fonctionnement de l'économie. Il est certes souhaitable, et même indispensable, que dans toutes les décisions d'industrialisation, d'urbanisation ou d'aménagement rural, les critères écologiques soient pris en compte et qu'il y ait constamment recherche d'un équilibre entre développement économique et protection de la nature. Mais il faut aussi, au-delà de ces compromis tactiques nécessaires dans l'immédiat, approfondir les questions que la discussion écologique soulève à propos de la stratégie même du développement.

Les finalités du développement

A de nombreuses reprises, les contestataires écologistes ont tenté, plus ou moins confusément, à propos de certaines affaires ponctuelles, d'aller au-delà des simples problèmes de moyens et de discuter toute l'orientation du développement économique. Même si les partisans de la « croissance zéro » du Club de Rome ont fait fausse route en faisant l'analyse en termes de rythme de croissance, ils n'en ont pas moins soulevé le problème de la nature même de notre développement. En tout cas, les mouvements les plus récents d'opposition à la création de centrales nucléaires en particulier ne peuvent plus seulement être considérés comme de simples critiques de certaines formes de ce développement. En mettant en cause l'approvisionnement le plus stratégique de notre économie et en même temps l'une des conditions essentielles d'un retour au plein-emploi par des voies classiques dans les prochaines années, c'est la conception même de notre développement économique qui se trouve mise en question.

Cette discussion pose en effet des questions fondamentales, telles que : le risque de pollution nucléaire est-il plus ou moins grave que l'insuffisance d'énergie ? l'accroissement continu de la consommation d'énergie est-il une véritable nécessité économique ou y a-t-il d'autres formes de vie économique et sociale moins consommatrices d'énergie ? faut-il à tout prix poursuivre le développement économique actuel ? les besoins à satisfaire encore sont-ils véritablement importants et ne peut-on envisager de les satisfaire autrement ? le plein-emploi est-il un véritable

objectif ou seulement un moyen ? exige-t-il le développement de la production ou peut-il être assuré autrement ? qu'est-ce finalement que le progrès économique ? quelle valeur faut-il lui attribuer ?

Lorsqu'on essaie ainsi de formuler quelques-unes des questions que, plus ou moins clairement, les mouvements écologiques tentent de poser, on s'aperçoit avec un certain étonnement que ni la science économique, ni même les idéologies économiques ne donnent de réponses à ces interrogations, pourtant à la fois élémentaires et essentielles.

A vrai dire, lorsque la science économique n'avait pas encore coupé le « cordon ombilical » avec la philosophie sociale ou morale, c'est-à-dire jusque vers 1870, les économistes posaient encore certaines de ces questions. On trouve chez Adam Smith, Ricardo, Sismondi, Stuart-Mill et Marx un certain nombre d'observations sur les finalités de l'activité économique. Mais, dans l'état évident de sous-développement qui régnait alors, il est assez compréhensible que ces auteurs ne se soient pas attardés sur la justification du progrès économique. Ce qui frappe en revanche, c'est que bien avant les futurologues contemporains, ils avaient élaboré une théorie de l'évolution économique à long terme. Contrairement aux auteurs du Club de Rome qui ont privilégié l'hypothèse d'une croissance spontanément exponentielle, tous les grands économistes du passé ont été convaincus que le développement économique aurait une forme « logistique » et qu'au terme d'une période indéterminée de croissance, l'économie s'installerait fatalement dans un « état stationnaire ». Pour Ricardo, cette évolution devait résulter assez rapidement de la « baisse tendancielle du taux de profit » et de la fertilité décroissante des terres cultivables et aboutir à terme à une situation sociale d'assez grandes pénurie matérielle et détresse humaine. Ses disciples nuancèrent son analyse. L'exploitation plus intense des travailleurs selon Karl Marx et l'amélioration de la productivité grâce au progrès technique selon Stuart Mill devaient retarder historiquement le déclin du taux de rendement du capital. S'ils étaient également d'avis que ce taux deviendrait inévitablement nul un jour et arrêterait le progrès économique et démographique, le retard qu'ils envisageaient modifiait l'image de l'état stationnaire. Pour Stuart Mill, l'humanité connaîtrait alors un certain niveau d'abondance, ce qui permettrait aux hommes, définitivement débarrassés des problèmes matériels, de se consacrer aux arts et aux hautes activités spirituelles. Cet auteur se demandait d'ailleurs, déjà en 1848, dans des pages célèbres qui ont un accent très moderne et étonnamment proches des thèses écologiques actuelles, si l'humanité aurait intérêt à attendre l'avènement spontané de cet état stationnaire et s'il ne convenait pas d'arrêter plus tôt la poursuite effrénée de l'enrichissement et de l'exploitation de la nature. Pour Karl Marx aussi, cet état d'abondance matérielle et de progrès intellectuel devait survenir, mais seulement après une révolution provoquée par l'exploitation des prolétaires et après l'élimination des capitalistes...

L'évolution effective s'est déroulée, depuis le milieu du 19^e siècle, selon un schéma sensiblement différent. Malgré la chute du taux de rendement réel du capital dans les pays développés, la croissance mondiale a été si intense et même tellement accélérée qu'on a craint à un moment donné surtout ses excès. Il est vrai que le progrès technique et l'exploitation systématique des ressources naturelles ont connu un développement beaucoup plus important qu'on ne pouvait l'imaginer du temps de Ricardo ou de Mill.

Cette évolution aurait dû inciter la science économique à approfondir la question des fins du développement économique et du rapport entre ces fins et les moyens utilisés. Or, non seulement, à l'exception de quelques auteurs très rares (Keynes et les « stagnationnistes » de l'entre-deux guerres), elle ne s'est plus intéressée aux problèmes de l'évolution à long terme, mais dans un souci d'apparence scientifique, elle s'est de plus en plus voulue, à partir de 1870, logique pure du choix des moyens par rapport à des fins qu'elle se refusait à analyser. Simultanément, elle a évacué de son champ d'analyse non seulement la nature, comme on l'a déjà vu, mais aussi au fond l'homme, ne retenant, pour des modèles abstraits d'optimisation de la production et de la circulation, qu'un

« homo oeconomicus », facteur désincarné de consommation et de production.

L'étude de la satisfaction des besoins, qui est le seul véritable but de l'activité économique, fut à peu près totalement abandonnée, de même que la relation entre les besoins et les produits de nature très variée susceptibles de les satisfaire comme si la fin justifiait n'importe quel moyen. La question de la légitimité et de la qualité des besoins fut explicitement exclue du champ d'analyse. Dans les manuels contemporains, elle est expédiée en quelques lignes, même si l'auteur continue d'estimer que les consommateurs individuels et collectifs sont « rois » et déterminent toute l'orientation de la vie économique. L'absence d'étude sérieuse des besoins a d'ailleurs abouti à leur confusion permanente avec les désirs des biens susceptibles de les satisfaire. L'invention de nouveaux biens étant pratiquement ininterrompue, on a eu ainsi tendance à admettre une multiplication et une insatiabilité des besoins, alors que ceux-ci sont en réalité en nombre réduit et en règle générale parfaitement satiables. Les statistiques de l'évolution de la consommation en volume des ménages par grandes catégories de besoins illustrent parfaitement cette tendance naturelle.

L'analyse des biens susceptibles de satisfaire les besoins n'a pas été davantage poussée. Par une simplification tout à fait arbitraire, les économistes ont écarté de leur domaine de recherche, les biens naturels ou gratuits tels que l'air, l'eau, le paysage, etc. Depuis la découverte de certains risques de pénurie ou de pollution de ressources considérées auparavant comme inépuisables, il y a suppression progressive de cette lacune. Mais on est encore fort loin de reconnaître le même intérêt - pour les choix économiques - à tous les biens et services produits ou distribués hors du système productif marchand (autoproduction des ménages et notamment des femmes au foyer, « économie du don », etc.).

Toute l'attention des économistes a été centrée en effet sur la production marchande et le travail socialisé ou « lié ». Il en est résulté une confusion inévitable entre progrès économique et croissance de la production sociale.

Mais la plus nocive des lacunes de la science économique a certainement été l'absence d'analyse approfondie du progrès technique. Celui-ci n'a longtemps été considéré, dans l'économie marchande, que sous l'angle de sa rentabilité financière. Au fur et à mesure que l'économie s'étatisait, il n'a même plus été étudié que dans l'optique encore plus restreinte de sa productivité économique à long terme (l'exemple de l'énergie nucléaire est symptomatique à cet égard : les grands programmes publics de recherche, qu'il s'agit aujourd'hui d'amortir, ont été lancés et poursuivis pendant une vingtaine d'années à fonds perdus par les États ; mais la réalisation des centrales nucléaires sera elle-même encore fort longtemps non rentable : on a calculé par exemple que le programme électro-nucléaire français consommera jusqu'en 1989 plus d'énergie qu'il n'en produira).

Quant aux implications non productives du progrès technique, elles sont restées hors du domaine de l'analyse économique. La prise de conscience de l'importance du facteur technique pour le développement de la productivité a au contraire conduit à l'analyse des conditions dans lesquelles l'invention pouvait être systématiquement stimulée et l'innovation accélérée, sans autre considération. Quelques voix isolées ont bien tenté de réagir contre cette « technolâtrie » (Röpke, Rüstow, Ellul ...). Mais jusqu'à une date récente, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition du courant dît des « technologies douces », soutenu par la contestation écologique, ce fut en vain.

Il faut reconnaître que de nombreux économistes ont été amenés depuis quelques années à admettre que l'optique d'analyse économique était très partielle, mais en argumentant que, comme toute science, l'économie avait le droit de délimiter son domaine et que cette option, clairement exprimée, était idéologiquement neutre. En réalité, ce « réductionnisme économique » (Bourguinat) n'est pas neutre. D'une part, en effet, aucune autre science reconnue ne reprend en général les aspects

négligés par les économistes, qui sont ainsi purement et simplement escamotés dans la discussion scientifique. D'autre part, les économistes, perdant très souvent conscience des limites de l'optique choisie, orientent inconsciemment les choix économiques en fonction de ces raisonnements sur une réalité mutilée ou déformée.

Alors que d'innombrables études ont été consacrées aux conditions optimales de la maximisation de la production et de la stimulation de la vente des produits, le fait qu'il n'y a pratiquement aucune analyse des conditions optimales de la satisfaction des besoins par ces produits (à l'exception d'une analyse purement monétaire), ni de la rationalité du choix entre travail social et achat onéreux de produits d'une part et travail libre et auto-production ou consommation de biens libres ou encore loisir d'autre part, ce fait a naturellement eu pour conséquence d'orienter les choix économiques vers la maximisation de la production collective.

La racine profonde de cette déviation « économiste » est cependant à chercher, plus profondément encore, dans la conception même que les économistes se font de leur science. Si le domaine d'analyse a été dans le passé volontairement restreint, ce n'est certes pas par quelque scrupule de modestie ou, comme le prétend volontiers un marxisme simpliste, par quelque volonté de dissimulation, mais au contraire par ambition scientifique. Le domaine retenu se caractérise par le fait qu'on peut y mener, sans difficultés trop apparentes, une analyse quantitative ou monétaire et surtout une analyse débarrassée de jugements moraux. L'obsession d'égaliser la précision quantitative et la neutralité éthique des sciences naturelles a été et demeure ce qu'on pourrait appeler le « péché originel » des sciences sociales, face à un objet d'étude où l'élimination d'une appréciation qualitative et morale est absolument impossible. Si l'on met sur le même plan le besoin de manger et celui de se droguer (exemple classique de certains manuels), sans vouloir prendre position, et si l'on fonde sur de telles prémisses des recommandations pratiques, on prend position en réalité pour la tolérance simultanée de la production d'aliments nécessaires et de produits nocifs. Si l'on admet, avec Pareto, qu'il est objectivement impossible de procéder à une comparaison interpersonnelle des utilités, on ne prend pas une attitude neutre à l'égard de la répartition des revenus, mais on approuve implicitement la répartition existante. Si l'on considère l'homme en tant que simple instrument de consommation individuelle ou collective et de production sociale, on adopte par là-même une conception matérialiste et hédoniste de la destinée humaine et l'optimum social que l'on vise à réaliser sur ces bases ne concerne « ni tout l'homme ni tous les hommes » (Perroux, Reynaud).

Même les méthodes d'analyse ne sont pas neutres en matière sociale. L'optique macroéconomique conduit presque invinciblement à la subordination de l'individu et à l'interventionnisme étatique, tandis que l'analyse microéconomique fonde sans difficulté la défense d'intérêts particuliers à l'encontre de la société. La statistique et la comptabilité nationale elles-mêmes, sous l'apparence d'une simple collecte de faits collectifs, dirigent la perception, l'interprétation et même le traitement des problèmes dans un sens collectiviste...

Qu'on le regrette ou non du point de vue de la « pureté scientifique », l'analyse de la réalité sociale n'est pas et ne peut pas être idéologiquement et moralement neutre. Les options prises jusqu'ici par la science économique ne l'ont pas débarrassée de cette caractéristique, mais ont eu simplement pour effet de la masquer et de donner une apparence scientifique à l'idéologie implicite du productivisme social maximal à tout prix.

Cette idéologie se retrouve encore bien davantage dans les doctrines économiques contemporaines, qu'il s'agisse du libéralisme ou du socialisme (à l'exception de quelques courants, notamment néo-libéraux et chrétiens-sociaux). On y trouve des réponses aux problèmes de la réglementation de la production (appropriation collective ou individuelle), de l'organisation des relations économiques (plan ou marché), de la répartition des ressources (commutative ou distributive). Mais on n'y trouve pas de réponse à la question de la finalité ou de la légitimité du développement économique.

Comme dans la théorie économique, l'homme y est essentiellement vu comme un instrument inépuisable de jouissance et de production. Dans les deux cas, pour des raisons opposées mais en fin de compte convergentes, il y a une exaltation de l'homme au travail, de l'homme producteur, ce qu'on pourrait appeler une « ergolâtrie ». A l'appui des méthodes de stimulation individuelle ou collective, on va même jusqu'à faire croire que l'homme ne peut se réaliser vraiment que dans le travail social et marchand et dans une consommation croissante de biens individuels ou de services collectifs. Il y a donc en vérité une réponse à la question fondamentale, mais une réponse masquée et de ce fait mystifiante.

Devant ces déviations de la pensée économique, il ne faut pas s'étonner que, tout en s'opposant sur les questions d'organisation de la production et de la répartition, tous les États contemporains aient suivi ou préparé jusqu'il y a peu de temps, avec une remarquable constance, le même type de développement, caractérisé par les mêmes techniques, les mêmes biens et le même objectif quantitatif de maximisation de la production. Nulle part, visiblement, on ne se pose la question préalable de la nécessité ou de la légitimité de ces formes de développement et de leurs conséquences humaines et sociales.

Parmi d'autres tentatives qui se veulent originales, on aurait pu penser que « la planification du développement économique et social » expérimentée en France apporterait une vision neuve et plus satisfaisante dans ce domaine. Force est cependant de constater qu'il n'en est rien. Si l'on fait abstraction de quelques velléités, les plans français successifs sont, comme ailleurs, des programmes de production, conçus d'ailleurs essentiellement par les associations des producteurs eux-mêmes (organisations professionnelles ou syndicales, administrations), pour la satisfaction de besoins individuels ou collectifs considérés comme donnés et selon des techniques également prédéterminées et non soumises à examen préalable. Alors que les plans se mêlent de manière arbitraire et souvent, malgré les intentions, parfaitement incohérente de l'organisation des structures productives, ils abandonnent l'orientation de l'économie à l'évolution apparemment spontanée de la demande individuelle ou collective ou à la progression incontrôlée de la technologie. C'est encore le cas du 7^e Plan qui demeure, malgré l'introduction des préoccupations écologiques, un plan de moyens fondé sur une analyse tout à fait élémentaire et superficielle des fins de la société et des hommes.

Cet exemple démontre à l'évidence la pesanteur mentale des choix économiques traditionnels et l'écart énorme entre les questions et les aspirations nouvelles que suscite dans la population le développement économique actuel et les procédures et critères de décision qui déterminent celui-ci au niveau des États. Dans un monde qui s'enorgueillit si facilement de sa maîtrise technique (pourtant si fragile, si l'on considère tous les « accidents » récents), l'évolution économique de la société se fait selon le hasard ou la nécessité (souvent plus apparente que réelle), mais non en fonction de la liberté et de la conscience des hommes.

X

On sait qu'il existe dans la nature des forces de régulation automatique. Rien n'interdit de penser qu'il y ait des processus analogues dans la vie sociale et que l'apparition puis l'extraordinaire extension en peu d'années de la protestation écologique soient des phénomènes tendant au rééquilibrage de notre évolution économique et sociale. Il appartient à notre réflexion d'interpréter et d'exploiter cette réaction, souvent instinctive, mais certainement révélatrice d'une mauvaise orientation.

Une telle réflexion ne peut mener au rejet pur et simple de toute innovation technique et de toute croissance économique. D'ores et déjà, nous savons que sont à l'œuvre des tendances économiques et que se multiplient des inventions techniques susceptibles d'assurer à l'humanité des progrès

extrêmement bénéfiques, en redistribuant les ressources mondiales de manière plus équitable et en libérant les hommes de servitudes ancestrales. Mais ces progrès ne seront réalisés que si l'on parvient à « remettre la chose économique à sa place » (Daniel Villey), c'est-à-dire si le développement économique n'est plus considéré, plus ou moins inconsciemment, comme un but en soi, mais est conçu comme un simple moyen, parmi d'autres, au service des véritables finalités de l'homme.

Bibliographie

Ouvrages techniques

- N. Georgescu-Roegen - *The Entropy Law and the Economic Process* - (Cambridge (Mass.) 1971
Divers - *Political Economy of Environment. Problems of Method* - Paris - La Haye 1972
H. Bourguinat et divers - *Premiers jalons pour une théorie de l'environnement* - Économies et sociétés - Cahiers de l'ISEA Tome Vit, N° 9 - Paris sept. 1973
F. Feuillat-Konings - *Les problèmes de l'environnement vus par les instances internationales* - Université Libre de Bruxelles mars 1974
Groupe interministériel - *Méthodologie et théorie économique de l'environnement* - La Documentation Française Paris 1975.
J.F. Bernard - Bechariès - *Pour une définition de l'environnement* - in : Consommation n° 3 Credoc Paris 1975
J. Ph. Barde - *Écologie et économie* - in : Nuisances et Environnement - Paris, mai 1976
Divers - *L'homme et son environnement* - Les Encyclopédies du Savoir Moderne - Paris 1976

Ouvrages généraux

- W. Röpke - *Civitas Humana* - Paris 1946
A. Rüstow - *Kritik des technischen Fortschritts* - in : Ordo IV - Freiburg i B. 1951
D. Villey - *Examen de conscience de l'économie politique* - Revue d'économie politique, Paris 1951
J. Ellul - *La technique ou l'enjeu du siècle* - Paris 1954
D. Villey - *Notes de philosophie économique* - Les Cours de Droit 1958 - 1959 Paris
J. K. Galbraith - *L'ère de l'opulence* - Paris 1961
W. Röpke - *Au-delà de l'offre et de la demande* - Paris 1961
F. Perroux - *L'économie du XX^e siècle* - Paris 1961
P.L. Reynaud - *Psychologie économique* - Que Sais-Je - Paris 1964
L. Mumford - *Le mythe de la machine* - Paris 1967
B. Commoner - *L'encerclement* - Paris 1972

Texte extrait de :

G.Sigwalt(ed.) La Nature a-t-elle un sens? Presses Universitaires de Strasbourg 1980

